Reducción de daños
Dossier de políticas de prevención de riesgos y reducción de daños vinculados al uso de sustancias psicoactivas
P-PG (2013) 20
Inventory of activities and outcomes accomplished during the work cycle 2011-2014

Inventaire des **activités et résultats** du cycle de travail 2011-2014

P-PG/MinConf (2014) 3

Pompidou Group
Groupe Pompidou

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Groupe de coopération en matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite des stupéfiants

Préface

C'est un honneur pour moi de présenter l'inventaire des activités réalisées ces quatre dernières années sous la présidence française par le Groupe Pompidou (2010 – 2014). Nous pouvons nous enorgueillir du travail collectif accompli. Cela n'aurait pas été possible sans une présidence et une vice-présidence engagées, ni des membres du Bureau et des correspondants permanents assidus ni un Secrétariat dévoué.

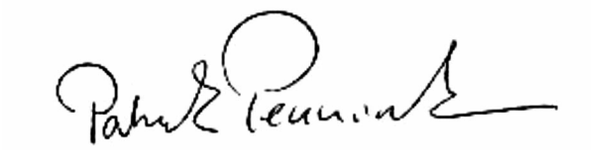
Il y a quatre ans, le Groupe Pompidou avait besoin d'être redynamisé. Il fallait réagir vigoureusement face à la réduction du nombre de membres, chercher à se faire connaître davantage et mener des actions axées sur ce qui fait la spécificité du Groupe Pompidou et susceptibles d'attirer l'attention sur lui. Il fallait le rendre paneuropéen et l'ouvrir à des adhésions non européennes. Il était essentiel de le réorienter vers l'Est, le Sud-Est et les côtes sud de la Méditerranée.

Le Groupe a une longue tradition de recherches, de travail en milieu pénitentiaire, de collaboration avec des professionnels de terrain, d'étude des questions de genre, de formation et de renforcement des capacités. Ces traditions ont été renforcées par des programmes spécifiques. Nous avons exploré de nouveaux domaines et adopté d'autres méthodes de travail pour gagner en souplesse. Nous avons mis en garde conjointement contre de nouvelles tendances et nous avons entrepris rapidement d'y faire face. Nous avons créé un espace pour analyser, questionner et débattre. Cette tradition doit être poursuivie et approfondie. Il ne suffit pas de se dire rituellement favorables à ces « principes », mais il faut continuer de les mettre en pratique, en particulier dans le contexte de la session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU de 2016. Le Groupe voit là une nouvelle occasion de montrer l'intérêt de ses activités.

L'interaction constructive entre l'ensemble des parties prenantes a créé un environnement favorable pour œuvrer avec la confiance et l'assurance qui ont permis au Groupe Pompidou de se développer et de continuer de proposer des activités dignes d'intérêt aux Etats membres.

Il est clair que le Groupe Pompidou reste fort utile aux yeux des Etats dans les domaines suivants : servir de cadre pour un débat ouvert, associer politique, recherche et pratique, jouer le rôle de précurseur grâce à des idées innovantes et à des approches multidisciplinaires et transversales, et jeter un pont vers les pays voisins d'Europe par des activités multilatérales.

J'espère que le prochain programme de travail (2015 – 2018) sera empreint de la même créativité et conduira à des résultats tout aussi positifs.



Patrick PENNINCKX
Secrétaire exécutif

Introduction

Les activités du Groupe Pompidou 2011 – 2014 sont fondées sur le Programme de travail adopté à la Conférence ministérielle de 2010 (doc. P-PG/MinConf (2010) 3) complété par des activités ad hoc définies par les Correspondants permanents au cours du cycle de travail (« Le Groupe Pompidou : mission, organisation, gouvernance et méthodes de travail », article 8, doc. P-PG /MinConf (2010) 4) et ont été menées conformément au plan de travail relatif à la mise en œuvre des activités (doc. P-PG (2011) 10).

Icon key:

= document à télécharger depuis le site web du Groupe Pompidou : http://www.coe.int/T/dg3/pompidou/default_en.asp

= version papier disponible auprès du Secrétariat

= outil en ligne (site web ou internet)

= vidéo accessible sur la chaîne vidéo du Groupe Pompidou à l'adresse : http://www.youtube.com/results?search_query=Pompidou+Group

* = Toute référence au Kosovo dans le présent document, qu'il s'agisse de son territoire, de ses institutions ou de sa population, doit être entendue dans le plein respect de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, sans préjuger du statut du Kosovo.

Table des matières

Initiatives **7**

Renforcement de la coopération relative aux politiques en matière de drogues dans l'Europe du Sud-Est *7*
Décryptage du « dark net » *7*
Prévention de l'usage de drogues en milieu professionnel *8*
Mise en œuvre des politiques en matière de drogues en période de crise économique *9*
Mission humanitaire et médicale en Ukraine *10*

Développement des politiques **12**

Orientations pour l'élaboration de politiques cohérentes en matière de drogues licites et illicites *12*
Prévention des risques et réduction des dommages liés à l'usage de substances psychoactives *13*
Sécurité routière et traitement de substitution *13*
Education et formation aux troubles liés à l'usage de substances *14*

Soutien à la lutte contre la criminalité **16**

Services de lutte contre le trafic de drogue dans les aéroports européens et l'aviation générale (Groupe aéroports) *16*
Prévention du détournement des précurseurs de drogues *17*
Outils d'apprentissage électronique pour les procureurs sur le détournement des précurseurs de drogues *17*
Elaboration d'un cadre de référence en vue de la réduction de l'offre de drogues à l'échelle mondiale *18*
Cybercriminalité liée à la drogue *19*

Liens entre recherche et politique **21**

Expériences en matière de politiques intégrées relatives aux drogues licites et illicites *21*
Optimisation de la communication entre les chercheurs et les décideurs politiques concernant l'ESPAD *22*
Dimension de genre dans l'usage non médical de médicaments délivrés sur ordonnance *22*
Examen des réglementations nationales en matière de traitement de substitution aux opiacés *23*
Registre européen sur la recherche *23*
Coopération avec l'ESSD (European Society for Social Drug Research) *24*

Liens entre politique et pratique **26**

Formation des gestionnaires des politiques en matière de drogues *26*
EXASS Net *27*
Coopération relative aux politiques en matière de drogues dans l'Europe du Sud-Est et les Balkans *29*
Prix européen de la prévention des drogues *31*

Renforcement des capacités **34**

Aide à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la révision des politiques nationales en matière de drogues *34*
Mise en œuvre de stratégies cohérentes en matière de drogues en Ukraine *34*
Réseau méditerranéen de coopération sur les drogues et les addictions (MedNET) *36*
Drogues et prison *38*
Coopération avec le Programme des mesures de confiance (CBM) du Conseil de l'Europe *39*

Activités du Secrétariat **41**

Résumé *41*
Evaluations et contrôle de la qualité *42*
Visibilité et communication *43*

Initiatives

Renforcement de la coopération relative aux politiques en matière de drogues dans l'Europe du Sud-Est

Réunion à haut niveau de Ljubljana du Groupe Pompidou à l'invitation du ministère de la Santé de Slovénie, Ljubljana, 13 décembre 2011

Objectif fixé :

répondre aux problèmes posés par la « route des Balkans » – importante zone de transit des drogues illicites en Europe.

Résultats obtenus :

- Coordination des réponses aux graves problèmes liés aux drogues dans la région
- Constitution d'un groupe de coopération sur les politiques en matière de drogues en Europe du Sud-Est pour faciliter la mise en œuvre de ces politiques et la coopération régionale
- Finalisation officielle de l'adhésion du Monténégro et du Maroc au Groupe Pompidou avec cérémonie d'adhésion
- Lancement du Prix européen de la prévention des drogues 2012

Produit :

- *Déclaration de la réunion à haut niveau de Ljubljana du Groupe Pompidou 2011*

Décryptage du « dark net »

Conférence de haut niveau de Strasbourg, à l'initiative de la présidence française du Groupe Pompidou, Strasbourg, 14 novembre 2012

Objectif fixé :
faire le point de l'avancement des travaux et évaluer le rôle politique global du Groupe Pompidou sur l'échiquier européen et international des politiques en matière de drogues, à mi-mandat de la présidence française.

Résultats obtenus :

- Evaluation des avantages et des risques dans le cyberespace, compte tenu des menaces mais aussi du potentiel d'Internet en matière de réduction de l'offre et de la demande
- Présentation générale et analyse des possibilités d'action du Groupe Pompidou sur la question de la cybercriminalité liée à la drogue
- Analyse de la capacité du Groupe Pompidou à relier efficacement la politique à la pratique
- Finalisation officielle de l'adhésion de la Moldova au Groupe Pompidou avec cérémonie d'adhésion
- Sélection et présentation des lauréats du Prix européen de la prévention 2012

Produit :

- *Déclaration de la Conférence de haut niveau 2012 du Groupe Pompidou*
- *Drug related cybercrime and associated use of the internet, doc. P-PG (2013) 4*
- *Web-based demand reduction – an overview and analysis, doc. P-PG (2013) 5*

Prévention de l'usage de drogues en milieu professionnel

Groupe d'experts ad hoc, mandat 2011-2014, doc. P-PG/Work (2011) 1

Objectifs fixés :
sensibiliser les pays membres du Groupe Pompidou aux conséquences de l'usage de drogues en milieu professionnel (drogues illicites et polyconsommation de drogues) :

- en comparant les données et textes disponibles et en mettant en évidence les différences d'approche et les points de convergence afin de jeter les bases d'une culture partagée
- en examinant les facteurs structurels, culturels et économiques qui sous-tendent, dans l'ensemble des pays membres, les approches en matière de prévention, d'aide à la prise en charge, de suivi et de sécurité
- en proposant des modèles de dispositifs de prévention transférables

Résultats obtenus :

- meilleure compréhension des déterminants individuels (vulnérabilités et compétences de chacun) et environnementaux (contexte social, culturel, économique) pouvant pousser à la consommation de drogues sur le lieu de travail
- repères donnés à tous les acteurs pour consolider le cadre dans lequel un suivi peut être assuré
- amélioration des échanges d'information entre pays membres et de la coopération avec l'OIT et l'OMS
- organisation de deux conférences internationales sur la prévention de l'usage de drogues en milieu professionnel à Strasbourg en 2012 et 2014 avec la participation de représentants gouvernementaux, d'organisations internationales et de représentants de syndicats et d'organisations d'employeurs.

Produits :

- *Déclaration finale de la Conférence de 2012 sur le thème « Alcool, drogues et prévention en milieu professionnel : quels enjeux, quels défis pour les gouvernements, l'entreprise et les personnels ? », doc. P-PG/Work(2012)3 rev1*
- *Cadre de référence pour la prévention des usages d'alcool et de drogues en milieu professionnel, doc .P-PG/Work (2012) 1 rev 2*
- *Consommation d'alcool et de drogues en milieu professionnel : Inventaire de législations nationales, résolutions adoptées par le Groupe Pompidou, doc .P-PG/Work (2013) 3 rev 3*
- *Rapport de la conférence de 2014 sur le thème « D'une déclaration d'intention à la mise en œuvre d'une politique : mode d'emploi du Cadre de référence, bonnes pratiques, données de la recherche »*

Mise en œuvre des politiques en matière de drogues en période de crise économique

Groupe d'experts ad hoc, mandat 2013, doc. P-PG/DPEC (2013) 1

Objectif fixé :

sensibiliser les gouvernements aux conséquences en termes de santé publique et aux autres risques susceptibles de découler des mesures d'austérité budgétaire prises en réponse à la crise économique et donner des orientations pour la prestation de services essentiels dans le cadre des politiques en matière de drogues.

Résultats obtenus :

Le travail du groupe d'experts a mis en évidence un changement des modes de consommation de drogues dans un contexte de forte austérité, par exemple le risque de plus grande précocité de la première consommation, la prévalence croissante de la consommation de drogues injectables, des rechutes, la prise de risques, les overdoses, en particulier dans les groupes vulnérables, l'incidence grandissante de la polyconsommation de drogues (associant substances légales et illégales), ainsi que les conséquences de ces comportements sur la santé publique et sur la criminalité. Le groupe a également formulé des recommandations pour l'action politique.

A leur 73e réunion, les Correspondants permanents ont adopté la Déclaration sur la protection de la santé publique par la prestation de services essentiels dans le cadre des politiques en matière de drogues dans un contexte d'austérité (« Déclaration d'Athènes ») basée sur les conclusions du groupe d'experts. Cette déclaration rappelle les obligations faites aux Etats par les conventions du Conseil de l'Europe et des Nations Unies de protéger les droits et libertés fondamentaux, en particulier le droit à la vie et la dignité humaine, le droit à la protection de la santé, le droit pour tous à un accès équitable à des services de santé de qualité et l'interdiction de toute forme de discrimination. Elle appelle tous les acteurs des politiques en matière de drogues à lancer et à défendre une action politique immédiate pour atténuer l'incidence des crises économiques, tout particulièrement sur les groupes les plus vulnérables, et pour garantir le déploiement, l'accessibilité et la qualité des services essentiels, et ce en dépit des restrictions budgétaires. Elle propose à cet effet un ensemble de mesures concrètes.

- *Déclaration d'Athènes, doc. P-PG (2013) 11*

Sur la base de la Déclaration d'Athènes, les Correspondants permanents ont adopté des éléments pour un projet de résolution de la CND sur les moyens de remédier aux effets de la crise économique sur la santé publique et de lutter contre la stigmatisation et l'exclusion sociale dont sont victimes les toxicomanes en raison de la crise économique. Ce projet de résolution a été présenté par la Grèce au nom des Etats membres de l'Union européenne et adoptée à la 57e session de la CND.

Produit :

- *Rapport et exposé des motifs par le groupe d'experts, doc. P-PG/DPEC (2013) 4 rev*

Mission humanitaire et médicale en Ukraine

Faisant suite à une demande du Service ukrainien de lutte antidrogue, sollicitant une assistance pour faire face à la situation de crise résultant de l'arrêt des traitements de substitution en Crimée, le Groupe Pompidou a constitué une équipe composée d'experts médicaux de Norvège, de Pologne, de Suisse et de Slovénie.

Objectif fixé :

la mission organisée par le Groupe Pompidou en concertation avec le Service ukrainien de lutte antidrogue (SSDC) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) visait à mesurer concrètement l'ampleur de la crise humanitaire qui se dessinait et à examiner les possibilités d'aide aux patients sous traitement de substitution.

Résultats obtenus :

du 16 au 21 mai 2014, l'équipe d'experts s'est rendue en Ukraine pour évaluer la situation et fournir une assistance pour l'élaboration d'un plan d'urgence permettant d'assurer le maintien des traitements de substitution aux opiacés en période de crise. Elle a rencontré des habitants de Crimée qui ont dû quitter leur ville d'origine en raison de l'interruption de ces traitements dans la péninsule, ainsi que des personnes originaires de l'est de l'Ukraine qui sont parties de Crimée pour poursuivre leur traitement dans des régions plus sûres du pays. Des réunions ont également eu lieu avec des professionnels de santé, des ONG comme International HIV/AIDS Alliance in Ukraine (Alliance Ukraine), des organisations internationales (ONUDC, OMS, ONUSIDA) et le SSDC afin de trouver rapidement des solutions pour garantir la continuité des traitements de substitution. Au moment où nous publions, la situation continue de faire l'objet d'un suivi actif par les Correspondants permanents, en étroite consultation avec les membres de l'équipe d'experts.

Produit :

- *Rapport de la mission humanitaire et médicale sur le traitement de substitution en Ukraine*
- *Proposition de projet visant à aider les patients sous traitement de substitution déplacés en Ukraine*

2

Développement des politiques

Orientations pour l'élaboration de politiques cohérentes en matière de drogues licites et illicites

Elaborées par les Correspondants permanents et adoptées à leur 69e réunion en 2011

Objectif fixé :

le document d'orientation s'est fixé comme objectif d'offrir aux décideurs et aux responsables politiques un aperçu des outils, instruments et principes fondamentaux sur lesquels ils pourront s'appuyer pour l'élaboration, la révision et la mise en œuvre de politiques, stratégies et plans d'action dans le domaine des drogues. Il propose une série de principes directeurs synthétisant les éléments clés à prendre en compte pour élaborer des politiques cohérentes et des stratégies efficaces en matière de drogues. Il contient également une sélection d'instruments, d'outils et de ressources élaborés par des organisations européennes et internationales ainsi qu'une série d'observations sur les pratiques existantes, formulées par des responsables politiques.

Résultats obtenus :

les politiques en matière de drogues étant considérées comme une compétence des Etats, les plans d'action et stratégies nationaux se caractérisent par une grande hétérogénéité, reflet de la diversité des pays. Un aspect positif de cette diversité est qu'elle permet de tenir compte des expériences d'autres pays. Le document d'orientation fait référence à bon nombre des rapports de recherche scientifique, recommandations, guides et recueils de bonnes pratiques existants. Les principaux instruments juridiques et politiques internationaux applicables y sont également décrits brièvement, dans une annexe.

Produit :

- *Document d'orientation pour l'élaboration de politiques cohérents en matière de drogues licites et illicites, doc. P-PG(2011)4rev3*

Prévention des risques et réduction des dommages liés à l'usage de substances psychoactives

Orientations élaborées par les Correspondants permanents et adoptées à leur 73e réunion en 2013

Objectif fixé :

clarifier la situation et donner une définition pratique et largement applicable de la réduction des risques et des dommages, qui couvre les différentes substances psychoactives et les divers comportements liés à l'usage de drogues ou à la dépendance aux drogues. Ce document d'orientation vise à donner une vue d'ensemble et une conceptualisation des domaines d'intervention et des objectifs politiques dans le cadre desquels les mesures de réduction des risques et des dommages sont actuellement mises en œuvre en Europe, ainsi qu'un inventaire des différents types de mesures actuellement appliquées ou en cours d'expérimentation. La réduction des risques et des dommages est perçue de diverses manières. Cela est reflété par la palette de définitions figurant dans les instruments nationaux et internationaux relatifs à la politique en matière de drogues.

Résultats obtenus :

dans ce document d'orientation, les notions de prévention des risques et de réduction des dommages sont abordées sous un tout nouvel angle, comme complément des concepts de prévention, de traitement et de réhabilitation. C'est la première fois qu'un document d'orientation insiste tant sur le rapport entre la prévention des risques et la réduction des dommages et des domaines tels que les soins de santé, la protection sociale, la préservation de l'ordre public, la justice pénale, les relations internationales et les droits de l'homme. Le document entend donner les grandes orientations pour assurer la compatibilité des mesures de réduction des risques et des dommages avec les objectifs et domaines d'action connexes et la prise en compte de leur influence sur ces derniers.

Produit :

- *Document d'orientation sur la prévention des risques et la réduction des dommages liés à l'usage de substances psychoactives, doc. P-PG (2013) 20*

Circulation routière et le traitement de substitution

Groupe d'experts ad hoc, mandat 2011-2012, doc. P-PG/RTD (2011) 1 rev

Objectifs fixés :

étant donné l'utilisation largement répandue des traitements de substitution dans les programmes de traitement de la toxicomanie, les objectifs étaient les suivants :

- étudier les implications en termes de réadaptation et d'intégration, plus particulièrement les données médicales disponibles et leurs incidences sur le cadre juridique,
- recenser les avantages et inconvénients des différentes politiques et approches,
- analyser les effets des différents médicaments de traitement de substitution sur la capacité à conduire,
- donner aux gouvernements des orientations pour l'élaboration de réglementations concernant la conduite et le traitement de substitution.

Résultats obtenus :

- aperçu des différentes approches en vigueur en Europe concernant la conduite d'un véhicule associée à la prise d'un traitement de substitution ;
- analyse des effets des pratiques en vigueur, y compris des conséquences inattendues ;
- élaboration d'un projet de principes à partir de l'expérience tirée des pratiques et réglementations existants.

S'appuyant sur les conclusions du groupe d'experts, les Correspondants permanents ont adopté à leur 72e réunion les Principes directeurs pour l'élaboration de règles concernant le traitement de substitution et la conduite.

- *Principes directeurs adoptés par les Correspondants permanents, doc. P-PG (2013) 2 rev 2*

Produit :

- *Rapport sur la circulation routière et le traitement de substitution, doc. P-PG/RTD (2012) 5*

Education et formation aux troubles liés à l'usage de substances

Groupe d'experts ad hoc, mandat 2013, doc. P-PG/Res-Edu (2013) 1

Objectif fixé :

les objectifs généraux étaient d'inscrire le thème de l'éducation et de la formation parmi les priorités des responsables des politiques en matière de drogues et de continuer à renforcer les connaissances et les compétences professionnelles des spécialistes qui travaillent avec des personnes atteintes de troubles liés à l'usage de drogues, en se basant sur des connaissances validées et en ayant recours à une approche interdisciplinaire ainsi qu'à des échanges de bonnes pratiques.

Résultats obtenus :

le groupe d'experts a préparé un cadre qui place l'objectif de l'éducation et de la formation au cœur des politiques et de la pratique. Les travaux réalisés montrent qu'en se fondant sur des connaissances validées, une approche interdisciplinaire et un échange de bonnes pratiques, on peut établir des programmes complexes d'enseignement et de formation scientifique.

S'appuyant sur les conclusions du groupe d'experts, les Correspondants permanents ont adopté à leur 73e réunion les Recommandations sur l'éducation et la formation aux troubles liés à l'usage de drogues.

- *Recommandations adoptées par les Correspondants permanents, doc. P-PG (2013) 13*

Les conclusions du groupe d'experts ont également servi de support à une résolution de la CND présentée par la Grèce au nom des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, des pays de l'Union européenne ainsi que d'Israël et du Pérou sur La formation théorique et pratique relative aux troubles liés à l'usage de drogues, qui a été adoptée à la 57e session de la CND.

Produit :

- *Rapport du groupe d'experts sur l'addictologie, doc. P-PG/Res-Edu (2013) 3*

CAUTION
9'-6"
HIGH
MAX.GR.
TARE
NET
CU.CAP.

3

Soutien à la lutte contre la criminalité

Services de lutte contre le trafic de drogue dans les aéroports européens et l'aviation générale (Groupe aéroports)

Groupe d'experts de coopération, mandat 2011-2013, doc. P-PG/Airports (2011) 1

Objectifs fixés :

le but du groupe aéroports est d'élaborer une stratégie pluridisciplinaire harmonisée pour la détection de la drogue dans les aéroports européens et de renforcer la coopération entre les aéroports dans ce domaine, notamment :

- en améliorant l'échange d'informations entre les services de lutte contre le trafic de drogue dans les aéroports par le renforcement des contacts entre leurs responsables.
- en facilitant l'assistance aux nouveaux Etats membres pour le développement d'outils, de systèmes et de tactiques appropriés.
- en associant aux travaux du Groupe les services de contrôle des aéroports des Etats membres du réseau MedNET.

Résultats obtenus :

- Extension officielle du groupe aéroports qui inclut désormais les pays du MedNET
- Développement et utilisation réussie du concept de « parrainage » pour l'offre d'assistance sur demande.
- Accélération des échanges d'informations et de renseignement entre les services de contrôle des aéroports.
- Organisation d'activités conjointes de contrôle et de formation en vue d'une stratégie internationale de contrôle harmonisée dans les aéroports internationaux.
- Réflexion sur l'amélioration du contrôle des terrains d'aviation nationaux utilisés par les appareils de l'aviation générale.
- Mise à jour régulière des manuels de contrôle en vigueur et des annuaires des responsables.

Produits :

- *Les documents sont classés confidentiels et ne sont accessibles qu'aux membres du groupe aéroport sur un site Web restreint.*

Prévention du détournement des précurseurs de drogues

Groupe d'experts de coopération, mandat 2011-2013, doc. P-PG/Precursor (2011) 1 rev

Objectifs fixés :

- Etudier les paramètres requis pour un échange rapide et sûr de renseignements entre les acteurs concernés, sur les risques de détournement de précurseurs.
- Identifier les sources de drogues et de précurseurs, les tendances en matière de trafic et les itinéraires du trafic, les modes d'exécution ainsi que les réseaux criminels liés à la drogue et aux précurseurs.
- Analyser les difficultés structurelles qui retardent la prise de conscience requise et la réponse aux risques de détournement de précurseurs.
- Améliorer, sur la base de la complémentarité, la coopération avec d'autres organes internationaux œuvrant dans ce domaine, par exemple l'OICS, Interpol, Europol, etc.

Résultats obtenus :

- Le groupe d'experts est parvenu à établir un réseau reconnu au plan international dans le domaine du contrôle des précurseurs, auquel participent des pays d'Europe et au-delà et qui se réunit une fois par an.
- Des visites d'étude et démonstrations pratiques d'activités techniques ont été organisées pour les membres du réseau.
- Un groupe de travail a été créé, chargé d'élaborer des outils d'apprentissage électronique pour les procureurs sur le détournement des précurseurs de drogues, en coopération avec le programme HELP du Conseil de l'Europe (voir ci-après).

Produits :

- *Les rapports et documents des réunions annuelles ne sont accessibles qu'aux membres du réseau sur un site Web restreint.*

Outils d'apprentissage en ligne pour les procureurs sur le détournement des précurseurs de drogues

Projet de coopération entre le Groupe Pompidou et le Programme HELP du Conseil de l'Europe résultant d'une initiative du réseau international du Groupe Pompidou sur les précurseurs

Objectif fixé :

le but est de rassembler toutes les informations pertinentes disponibles dans le domaine des précurseurs chimiques afin de les rendre accessibles sous forme numérique aux procureurs et aux juges. Les objectifs concrets sont les suivants :

- développer un site web comportant un forum de discussion et des outils de conversation en ligne.
- créer un programme d'apprentissage à distance ou mixte.
- développer un cours d'auto-apprentissage qui sera mis à la disposition des professionnels de la justice intéressés.

Résultats obtenus :

- Un groupe pilote des pays participants a fourni des documents et supports numérisés sur les précurseurs chimiques (décisions de justice, perspectives de coopération juridique et judiciaire, questions découlant de procès, nouvelles réglementations, rapports d'experts, etc.).
- Une formation détaillée sur les fonctionnalités et le maniement de l'outil en ligne a été organisée.

Produit :

- *Elaboration d'un programme-type contenant des supports de formation pour l'apprentissage à distance et l'auto-apprentissage.*

Elaboration d'un cadre de référence en vue de la réduction de l'offre de drogues à l'échelle mondiale

Groupe d'experts ad hoc, mandat 2011-2013, doc. P-PG/Supply (2011) 1 rev

Objectif fixé :

le but du groupe de travail était de contribuer à des approches plus cohérentes dans les activités nationales de réduction de l'offre et d'améliorer les stratégies de contrôle internationales. A la suite d'une demande du Bureau des Correspondants permanents, le groupe de travail a axé ses travaux sur :

- l'amélioration de l'efficacité de la réduction de l'offre d'héroïne sur la/les route(s) des Balkans.
- la détection du trafic de cocaïne par conteneurs depuis l'Amérique du Sud via les ports de la Méditerranée.

Résultats obtenus :

- Analyse des résultats des stratégies de contrôle existantes et nécessité de poursuivre l'action.
- Aperçu des organisations internationales œuvrant dans ces domaines.
- Analyse juridique des moyens d'organiser des livraisons contrôlées.

Produits :

- *Présentation générale des organisations internationales travaillant dans le domaine de la lutte contre le trafic de drogue via les ports, doc. P-PG/Supply (2011) 2*
- *Présentation générale des organisations internationales travaillant dans le domaine de la lutte contre la drogue sur la « route des Balkans », doc. P-PG/Supply (2011) 3*
- *Droit international et livraisons contrôlées, doc. P-PG/Supply (2011) 5*

Cybercriminalité liée à la drogue

Groupe d'experts ad hoc, mandat 2013-2014, doc. P-PG/Cyber (2013) 1 rev

Objectif fixé :

- Création d'une plateforme destinée aux responsables de la lutte contre la criminalité et aux experts pour la prévention du commerce en ligne de drogues illicites, via Internet.
- Examen des risques spécifiques pour la société du trafic de drogues par le biais du commerce en ligne et le recours aux services postaux et de colis express.
- Développement d'un concept pluridisciplinaire pour les mesures de contrôle.

Résultats obtenus :

- Création d'un réseau d'experts et adoption d'un plan de travail à la suite des premières réunions tenues.
- Examen et analyse du projet ITOM sur le commerce illégal et les marchés en ligne.
- Suivi des activités liées au trafic de drogues illicites sur Internet.

Les travaux devraient se poursuivre en 2015 en vue d'une livraison finale dans le cadre du Programme de travail 2015-2018 du Groupe Pompidou.

Produit :

- *Rapport mensuel de suivi de la cybercriminalité liée à la drogue, uniquement accessible aux membres du groupe d'experts.*

110
100
90
80
70
60
50
40
30
20
Q1

Liens entre recherche et politique

Expériences de politiques intégrées relatives aux drogues licites et illicites

Projet de recherche, mandat 2011-2014, doc. P-PG/CoherPol (2012) 1

Objectifs fixés :

- Evaluer les expériences en matière de politiques cohérentes/intégrées relatives aux drogues licites et illicites, notamment au moyen d'une comparaison de ces politiques et d'indicateurs permettant de mesurer leur efficacité.
- Elaborer un modèle pour vérifier si une politique cohérente donne les résultats escomptés.

Résultats obtenus :

- Elaboration « d'indicateurs de cohérence de la politique » qui aident à déterminer si une politique fonctionne au niveau national et au niveau international, afin d'éviter toute compétition entre elles.
- Réalisation d'une étude pilote dans sept pays (Croatie, République tchèque, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Norvège et Portugal) sur l'application de ces marqueurs aux politiques cohérentes qui ont été élaborées.

Produit :

- *Publication ISBN : Coherence policy markers for psychoactive substances - a diagnostic tool*

Optimisation de la communication entre les chercheurs et les décideurs politiques concernant l'ESPAD

Groupe d'experts ad hoc, mandat 2012-2013, doc. P-PG/ESPAD (2012) 1

Objectif fixé :
optimiser la communication entre les chercheurs et les responsables politiques en ce qui concerne l'utilisation des données ESPAD afin que la formulation des politiques en matière de drogues et les activités de veille reposent davantage sur des connaissances validées.

Résultats obtenus :
Une nouvelle étude a été menée pour mesurer l'impact du rapport ESPAD 2011 sur les politiques et la façon dont il a été utilisé par les responsables de l'élaboration et de la gestion des politiques. Il s'agissait d'une initiative conjointe du Groupe Pompidou, de l'OEDT et de l'ESPAD.

Produit :
- *Publication conjointe GP/OEDT/ESPAD Etude d'impact ESPAD 2012*

Dimension de genre dans l'usage non médical de médicaments délivrés sur ordonnance

Projet de recherche proposé et financé par l'Italie au moyen d'une contribution volontaire eu égard au rôle d'avant-garde du Groupe Pompidou dans l'étude des spécificités de genre dans les politiques en matière de drogues.

Objectifs fixés :
- Etudier les différences entre les sexes dans l'usage non médical de médicaments délivrés sur ordonnance en Europe et dans la région méditerranéenne.
- Repérer les lacunes dans les données disponibles dans les différentes régions d'Europe et de la Méditerranée.
- Formuler des recommandations pour la poursuite de la recherche.
- Formuler des recommandations pour l'élaboration des politiques et la pratique.

Résultat obtenu :
étude dans 17 pays basée sur des documents provenant de sources secondaires, faisant le bilan de la situation en ce qui concerne les spécificités de genre dans l'usage et l'abus de médicaments délivrés sur ordonnance. Le rapport met en évidence les lacunes dans les données disponibles dans les différentes régions et fait des recommandations pour la poursuite de la recherche, l'élaboration des politiques et la pratique.

Produit :
- *Rapport sur le genre et l'usage non médical de médicaments délivrés sur ordonnance, doc. P-PG/Gender (2014) 8*

Examen des réglementations nationales en matière de traitement de substitution aux opiacés

Projet de recherche proposé en 2013 et financé par la Suisse au moyen d'une contribution volontaire.

Objectifs fixés :

ce projet vise à soutenir l'élaboration de politiques en matière de drogues par des actions cohérentes :

- en identifiant les difficultés de mise en œuvre du traitement de substitution qui se prêtent le mieux à des mesures de soutien par la législation ou la réglementation.
- en recensant les dispositions législatives et réglementations les plus susceptibles de nuire à la mise en œuvre effective des recommandations cliniques nationales ou internationales.
- en établissant une liste de recommandations pour permettre aux autorités administratives de proposer des mesures de réglementation du traitement de substitution qui correspondent aux normes de bonnes pratiques cliniques et sont conformes aux conclusions de la recherche biomédicale et aux recommandations existantes des autorités sanitaires internationales.

Résultat attendu :

le groupe de travail a été chargé de rédiger des recommandations pour la législation nationale en matière de traitement de substitution aux opiacés, en tenant compte du droit à la santé et de la pratique fondée sur des connaissances validées. Les travaux devraient se poursuivre en 2015 en vue d'une présentation finale des résultats début 2016.

Registre européen sur la recherche

Projet de facilitation de la recherche établi en coopération avec l'OEDT 2011-2013

Objectif fixé :

élaborer un outil en ligne de mise en relation des chercheurs, responsables politiques et praticiens, dans le but d'améliorer l'échange d'informations sur « qui fait quoi » dans le domaine de la recherche en Europe, sur les travaux réalisés ou en cours, les appels à collaboration ou appels d'offres ainsi que sur les organismes et partenaires impliqués.

Résultats obtenus :

un registre européen sur la recherche a été créé et consolidé : c'est un outil en ligne destiné aux chercheurs, aux responsables politiques et aux praticiens, qui permet d'améliorer l'échange d'informations sur les principaux acteurs du domaine de la recherche en Europe, les travaux réalisés ou en cours, les appels à collaboration ou appels d'offres, ainsi que sur les organismes et partenaires impliqués. Le registre est également mis à la disposition de l'ERANID, réseau de recherche européen sur les drogues illicites.

Il permet de consulter et de soumettre des informations sur les projets réalisés depuis 2005. Depuis son lancement, plus de 680 utilisateurs (484 chercheurs) et 150 projets de recherche ont été enregistrés. Déjà mis à jour à plusieurs reprises, il est aujourd'hui disponible dans sa troisième version, avec des fonctionnalités améliorées qui en facilitent l'utilisation et la consultation.

Produit :

- *Registre européen sur la recherche* *http://www.pgregister.coe.int/WebForms/Accueil.aspx*

Coopération avec l'ESSD (European Society for Social Drug Research)

Coopération pour le renforcement des capacités, sur la base de l'accord conclu avec l'ESSD en 2007

Objectif fixé :

l'ESSD (European Society for Social Drug Research) est une association européenne de chercheurs en sciences sociales travaillant sur les questions liées aux drogues. Elle a pour principal objectif de promouvoir la perspective des sciences sociales dans la recherche sur les drogues, en se référant en particulier à la situation en Europe.

Résultats obtenus :

cela fait plusieurs années que, dans le but de promouvoir la recherche qualitative, le Groupe Pompidou soutient l'ESSD sur le plan conceptuel et financier, pour l'organisation de sa conférence annuelle et la publication de son livre annuel, qui offrent aux décideurs un éclairage sur l'élaboration des politiques, les théories, les méthodes de recherche et les modes de consommation de drogues. La recherche en matière de drogues étant aujourd'hui encore dominée par les professions médicales et thérapeutiques dans la plupart des pays européens, ces travaux répondent de manière efficace à la nécessité d'une coopération plus étroite entre chercheurs en sciences sociales.

Produits : publications

- *Snapshots of social drug research in Europe*
- *The meaning of high. Variations according to drug, set, setting and time*

5

Liens entre politique et pratique

Formation des gestionnaires des politiques en matière de drogues

Formations, mandat 2011-2014, doc. P-PG/Training (2011) 1 rev

Objectif fixé :
offrir aux responsables des instances gouvernementales chargés d'élaborer et/ou de mettre en œuvre les politiques en matière de drogues et/ou de coordonner la mise en œuvre des programmes connexes, l'offre de services et la coopération avec les acteurs concernés, une formation sur l'état des connaissances et du savoir-faire dans différents domaines liés à la politique en matière de drogues, à partir des besoins exprimés par les participants au cours d'un séminaire d'évaluation des besoins.

Résultats obtenus :
100 experts gouvernementaux, responsables et décideurs politiques ont suivi quatre cours de formation de deux modules chacun sur des thèmes et aspects des politiques en matière de drogues qu'ils avaient définis à partir de leurs besoins immédiats.

Formation 2011 sur « la gouvernance effective des politiques cohérentes en matière de drogues »

Cette session a été organisée conjointement par le Groupe Pompidou et l'Université de Syracuse, New York, Etats-Unis et a permis d'offrir à 27 responsables des politiques en matière de drogues de 21 pays, y compris des Etats-Unis, une formation basée sur les connaissances et l'expérience, sur les questions suivantes :

- comment faire des choix stratégiques avec des ressources limitées ;
- vers un ensemble cohérent de services pour des réponses plus efficaces au problème de la drogue ;
- coordination et coopération entre le système policier et judiciaire et le secteur social et de la santé publique
- coordination de la planification et structure de service complémentaire pour un meilleur rapport coût-efficacité
- gestion proactive des médias et des relations publiques

Formation 2012 sur « les campagnes conjointes de lutte contre la drogue »

24 participants de 20 pays, du Conseil de l'Europe et de l'OEDT ont suivi une formation sur :

- e renforcement de la coopération entre le système policier et judiciaire, le secteur de la santé publique, les services sociaux et d'autres acteurs pour l'organisation de campagnes de prévention de l'abus de substances et de l'addiction.
- le rôle et les contributions des différents acteurs dans l'élaboration et la gestion conjointes des campagnes, les avantages potentiels pour les partenaires et la valeur ajoutée de la coopération dans la conception de campagnes réussies ;

- le développement des capacités à définir les grandes orientations de la prévention et à fixer des objectifs mesurables ;
- les conditions requises pour surmonter les obstacles à la coopération entre le système policier et judiciaire et les services sanitaires et sociaux ;
- les méthodologies d'apprentissage pour évaluer la réussite des campagnes de prévention de l'usage de drogues ;
- la compréhension de l'apport de la coopération intersectorielle à la cohérence des efforts sur tous les aspects de l'addiction.

Formation 2013 sur « l'élaboration d'outils ciblés pour les migrants réguliers et irréguliers »

Une formation a été proposée à 17 participants de 15 pays sur l'alliance entre politique, recherche et pratique en vue de l'élaboration d'outils ciblant différentes populations ethniques, avec des modules spécifiques :

- pour surmonter les obstacles à la coopération entre le système policier et judiciaire, les services sanitaires et sociaux et les autres acteurs concernés, dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies permettant d'atteindre les différents groupes cibles (compréhension des prérequis, compréhension des obstacles, stratégies pour y faire face).
- pour améliorer l'accès des migrants réguliers et irréguliers aux offres de prévention, de soins et d'insertion sociale.
- pour apporter des connaissances et des compétences en vue de poursuivre le développement de services transculturels compétents pour les populations d'autres cultures.
- pour élaborer des outils spécifiques (manuels, guides, réseaux) susceptibles d'améliorer l'accès aux offres de soins pour les migrants qui présentent des problèmes d'abus de substances.

Formation 2014 sur « la mise en œuvre des politiques en matière de drogues dans un contexte d'austérité et de restrictions budgétaires »

22 hauts responsables des politiques en matière de drogues de 17 pays ont participé à la formation sur ce sujet complexe, qui touche les pays de diverses manières et à divers degrés. Des connaissances spécialisées ont été apportées dans trois domaines clés :

- analyse de la capacité à mener une évaluation de la situation dans le pays (capacité d'évaluation) ;
- évaluation des compétences, structures et moyens disponibles dans un pays pour travailler efficacement avec des ressources réduites (capacité d'optimisation des services) ;
- étude de la capacité à anticiper les effets des mesures d'optimisation adoptées et à trouver des solutions pour atténuer les effets négatifs attendus (compétence d'anticipation).

Produits :

- *Vidéo "Bee cool"*
- *Vidéo "What prevention means to me"*
- *Vidéo "Executive Training for Drug Policy Managers"*
- *Supports des formations annuelles fournis aux participants*

EXASS Net

Réseau de praticiens et de gestionnaires de politiques, mandat 2011-2014, doc. P-PG/Coop (2011) 1

Objectif fixé :

allier politique et pratique en facilitant la coopération entre les professionnels et les acteurs de la

lutte contre la drogue sur le terrain en apportant expérience et assistance pour travailler dans le cadre d'un partenariat et d'une coopération intersectorielle.

Résultats obtenus :

les participants aux réunions thématiques annuelles ont pu découvrir, en temps réel dans le cadre de visites d'étude sur le terrain, des moyens concrets de surmonter les obstacles dans l'expérimentation, le développement, la mise en œuvre et l'évaluation de services et de projets relatifs aux politiques en matière de drogues. Les thèmes suivants ont été abordés :

- « Immigrés réguliers et irréguliers : leurs modes de consommation et stratégies de survie »
- « Services de réadaptation structurelle et d'insertion sociale »
- « Prévention de la toxicomanie, traitement et réadaptation pour les jeunes »

La réunion sur les migrants réguliers et irréguliers a marqué le coup d'envoi de la préparation d'un Manuel sur le travail transculturel en matière de drogues qui a été lancé à une conférence organisée à l'invitation du Sénat de Berlin en 2012 ; elle a également abouti à une Conférence internationale sur le travail transculturel en matière de drogues à l'invitation du ministère de la Santé de la Fédération de Russie en 2013.

8e réunion à Berlin, Allemagne, 2-4 mai 2011 sur le thème « Immigrés réguliers et irréguliers : leurs modes de consommation et stratégies de survie »

Les interventions et programmes existants des politiques en matière de drogues ont souvent du mal à atteindre certains groupes ethniques et groupes de migrants. A cela s'ajoute une fréquente réticence de ces derniers à accepter une aide structurée, y compris sous la forme d'interventions d'urgence. L'aide proposée est souvent rejetée dans un premier temps, en raison d'une crainte générale et profondément ancrée des organismes officiels.

La diversité croissante des groupes ethniques cibles liée à l'élargissement de l'espace Schengen et à la mobilité globalement accrue au sein de l'Europe et des régions voisines demande davantage de personnel qualifié et doté de compétences linguistiques et transculturelles. Seize pays ont partagé leurs expériences et fourni des exemples de pratiques et de méthodes existantes pour balayer les idées fausses et les autres obstacles empêchant l'accès à ces groupes à risque.

Produit :

- *Rapport de la 8e réunion d'EXASS Net*
- *Manuel sur le travail transculturel en matière de drogues, doc. P-PG/Coop (2012) 3*
- *Conférence internationale sur le travail transculturel en matière de drogues, accueillie par le ministère fédéral de la Santé de la Fédération de Russie, Moscou 2013*

9e réunion à Zagreb, Croatie, 11-12 octobre 2012 sur le thème « Services de réadaptation structurelle et d'insertion sociale »

Douze pays ont partagé leurs expériences et fourni des exemples concrets. Les participants ont découvert des approches efficaces en matière de coopération interagences et différents moyens d'utiliser au mieux les matériels du Groupe Pompidou (lignes directrices, rapports de recherche, exemples de bonnes pratiques) dans leur travail. Les délégués de pays d'Europe du Sud-Est ont coopéré activement pour préparer et approfondir la réflexion autour de normes minimales en matière de traitement des jeunes toxicomanes, dans le prolongement de la 2e réunion du groupe EXASS Net sur la coopération relative aux politiques en matière de drogues en Europe du Sud-Est et dans les Balkans.

Produit :

- *Rapport de la 9e réunion d'EXASS Net, doc. P-PG/Coop (2012) 7*

10e réunion en Israël, 15-17 octobre 2013 sur le thème « Prévention de la toxicomanie, traitement et réadaptation pour les jeunes »

La 10e réunion d'EXASS Net a été organisée pour partager des expériences et débattre de la prévention de

la toxicomanie, du traitement et de la réadaptation chez les jeunes. C'était la première activité organisée en Israël depuis l'adhésion de cet Etat au Groupe Pompidou le 1er octobre 2013. Le programme, organisé par l'autorité de lutte contre la drogue d'Israël et présenté par les membres de différents services, a conduit des délégués de 12 pays et des représentants de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe à Jérusalem, Haïfa, Ashdod ainsi que dans la région du Mont Gilboa pour tenir des tables rondes et visiter différents services de prévention, de réadaptation et de traitement. La réunion et les visites ont été précédées d'une cérémonie au ministère des Affaires étrangères d'Israël pour marquer l'adhésion de l'Etat d'Israël au Groupe Pompidou.

Produit :

- *Rapport de la 10e réunion d'EXASS Net, doc. P-PG/Coop (2013) 2*

Coopération relative aux politiques en matière de drogues dans l'Europe du Sud-Est et les Balkans

Réseau d'experts et de responsables politiques créé à la suite d'une initiative adoptée à la réunion de haut niveau de Ljubljana le 13 décembre 2011.

Objectif fixé :

renforcer la coopération internationale entre les autorités de lutte contre la drogue en Europe du Sud-Est par des réunions régulières entre les représentants gouvernementaux et les experts de la région des Balkans et des pays voisins.

Résultats obtenus :

tenue de réunions thématiques régulières pour renforcer le travail en réseau, échanger des expériences et chercher à mettre en place des approches communes ; développement d'une véritable activité de réseau et de coopération en ESE après une phase de démarrage en tant que sous-groupe d'EXASS Net.

1ère réunion à Dubrovnik, Croatie, 29 février-1er mars 2012

Des informations générales fournies par les pays participants sur la situation et les politiques en matière de drogues et leur position vis-à-vis de la coopération régionale ont été présentées à cette réunion. Bien que les pays aient adopté des approches conceptuelles similaire et pour la plupart, les mêmes mesures face au problème de la drogue, le degré de développement et de mise en œuvre des politiques varie sensiblement de l'un à l'autre. Tous s'efforcent de mener des actions concertées et de grande envergure pour lutter contre la drogue. Pour les participants, la coopération en ESE est indiquée et vient à point nommé en période de restrictions et d'incertitudes budgétaires extrêmes, pour assurer un soutien conceptuel à la mise en place des mesures, des structures et des services. Dans cet esprit, ils se sont prononcés en faveur d'activités de coopération adaptées à leurs besoins au sein du groupe ESE, sur des questions non abordées par d'autres organismes ou instances et relevant des compétences du Groupe Pompidou.

Produit :

- *Rapport de la 1ère réunion ESE, doc. P-PG/Coop (2012) 2*
- *Recueil des réponses au questionnaire sur la situation relative aux drogues dans la région, doc. P-PG/Coop (2012) 1*

2e réunion à Belgrade, Serbie, 14-15 juin 2012 sur le thème : « Offres de traitement pour les jeunes toxicomanes dans la région »

En ce qui concerne le traitement des jeunes usagers de drogues, les pays de la région ont des approches conceptuelles similaires mais l'offre, la couverture et l'accès au traitement restent limités et fragmentaires. Ils manquent de données épidémiologiques sur les jeunes et les enfants et de services spécifiques pour

ce groupe cible. La formation des professionnels en contact avec ce groupe est une priorité. Au cours de la réunion, des éléments et principes importants ont été établis, qui pourront servir de base à l'élaboration de normes minimales dans la région pour le traitement des jeunes et des enfants toxicomanes. Cette question a été examinée de manière plus approfondie à la 10e réunion d'EXASS Net tenue en Israël sur le thème de « la prévention de la toxicomanie, le traitement et la réadaptation des jeunes ».

Produit :

- *Rapport de la 2e réunion ESE, doc. P-PG/Coop (2012) 5*

3e réunion à Podgorica, Monténégro, 2-3 juillet 2013 : Atelier sur l'amélioration de la coordination des politiques en matière de drogues en Europe du Sud-Est

Cet atelier, organisé dans le cadre du programme TAEIX, a recensé les mécanismes de coordination des politiques relatives aux drogues les plus à même de remédier efficacement à la situation en matière de drogues dans la région, au moyen d'interventions fondées sur des connaissances validées. Il a facilité un processus d'apprentissage entre les différents pays de la région confrontés aux mêmes problèmes. Les participants se sont montrés disposés à soutenir l'innovation dans la région – dont ils s'accordent à dire qu'elle dispose des capacités professionnelles adéquates et d'un bon potentiel – afin qu'elle ne soit plus considérée comme un problème mais devienne génératrice de solutions créatives aux problèmes sociaux associés à la consommation de drogues.

Produit :

- *Rapport de l'atelier ESE/TAIEX à Podgorica, doc. P-PG/Coop/SEE (2013) 3*

4e réunion à Sarajevo, Bosnie-Herzégovine, 26-27 mars 2014 : Atelier sur l'amélioration de la qualité du traitement de la toxicomanie en Europe du Sud Est

L'objectif de cet atelier organisé dans le cadre du programme TAEIX était de faciliter la discussion et l'échange de bonnes pratiques entre les Etats membres et non membres de l'UE, principalement ceux situés en ESE et au-delà, sur les approches efficaces en matière de traitement et l'adaptation des interventions aux nouvelles tendances.

Produit :

- *Rapport de l'atelier ESE/TAEIX à Sarajevo, doc. P-PG/Coop/SEE (2014) 1*

5e réunion à Tirana, Albanie, 3-4 novembre 2014 :
Atelier sur les interventions de traitement de la toxicomanie reposant sur Internet

Le but de cet atelier était d'échanger avec les bénéficiaires de l'IPA sur les bonnes pratiques et les nouveautés en matière de traitement de la toxicomanie fondé sur Internet dans les Etats membres de l'UE, afin qu'ils se calquent davantage sur la politique de lutte contre la drogue de l'UE. Il s'agissait également d'évaluer les besoins des bénéficiaires dans ce domaine et de proposer une expertise concrète en matière de développement d'outils adaptés sur Internet.

Produit :

- *Rapport de l'atelier ESE/TAIEX à Tirana, doc. P-PG/Coop/SEE (2014) 2*

Colloque international sur les politiques en matière de drogues et la santé publique, Istanbul, 2014

Plus de 20 experts du Groupe Pompidou et de la coopération en ESE ont participé à ce colloque et apporté une importante contribution à la promotion d'approches fondées sur des données scientifiques et des connaissances validées pour la prévention et le traitement des troubles liés à la consommation de drogues, la réadaptation des personnes touchées et la lutte contre les problèmes liés aux drogues dans la société turque.

Produit :

- *Conclusions finales du Colloque international d'Istanbul sur les politiques en matière de drogues et la santé publique*

Prix européen de la prévention des drogues

Prix décernés tous les deux ans, récompensant des projets de prévention, mandat 2011-2014, doc. P-PG/Prize (2011) 1 rev

Objectif fixé :

encourager et mettre en valeur des projets de qualité dans le domaine de la prévention des drogues qui se sont révélés efficaces et reposent sur une participation active des jeunes.

Résultats obtenus :

trois prix ont été décernés à des projets de prévention des drogues conçus, mis en œuvre et gérés par des jeunes, lors de cérémonies très médiatisées en 2012 et 2014. Les Etats membres du Conseil de l'Europe, les Etats membres et observateurs du Groupe Pompidou et les pays du MedNET ont présenté au total 139 projets sur les deux cycles. Les lauréats ont été désignés par un jury de jeunes, assisté d'experts dans le domaine de la prévention et de la participation. De par sa forte visibilité, ce prix permet de faire prendre conscience du fait que les jeunes ne sont pas que des objets de la protection mais aussi des acteurs de la prévention des drogues.

Produit :

- *Présentation des lauréats et projets présélectionnés 2004-2014*

Prix 2012

A l'occasion de la Conférence de haut niveau du Groupe Pompidou tenue le 14 novembre 2012 à Strasbourg, le cinquième Prix européen de la prévention des drogues a été décerné aux trois projets remarquables suivants :

- ***Juvente – Sober is Sexy! (Berlin, Allemagne)***

Juvente – Sober is Sexy! cherche à déconstruire le mythe qui entoure la consommation d'alcool chez les jeunes. Ce projet a été conçu pour montrer comment les jeunes peuvent s'amuser sans alcool ni drogues. Les participants organisent des activités d'aventure en plein air, par exemple des séjours annuels en camping, en y associant des séminaires pédagogiques sur la prévention de la toxicomanie pour mettre les jeunes en garde contre les conséquences de l'abus d'alcool et de drogue. Les activités mises en place dans le cadre de ce projet sont aussi un moyen de rassembler les jeunes dans un environnement récréatif, varié et détendu.

- *Plus d'informations sur ce projet*
- *Site web du projet* *http://www.juvente.de*

- ***Youth Connection – High on Life! (Beyrouth, Liban)***

Youth Connection – High on Life! est un projet qui se consacre à la promotion d'un environnement sans drogues par l'organisation de diverses activités et la création d'un réseau actif de jeunes pairs éducateurs. Il propose des ateliers de formation par les pairs et des activités de prévention fondées sur l'échange. Entièrement conçu et mis en œuvre par des jeunes, ce projet s'appuie principalement sur l'utilisation de facteurs de protection et de méthodes interactives, telles que des jeux ou des exercices en groupe pour détourner les jeunes de la drogue. Youth Connection a également créé un forum des jeunes dans lequel les outils élaborés par différents groupes de jeunes sont présentés et utilisés.

- *Plus d'informations sur ce projet*

- ***Lonja Laket!! – Working in vacant business places (Vitoria-Gasteiz, Espagne)***

Lonja Laket!! – Working in vacant business places est un projet qui vise à transformer d'anciens espaces commerciaux en espaces privés auxquels les jeunes peuvent accéder pendant leur temps libre. Le risque étant que ces espaces commerciaux soient utilisés pour la culture et le trafic de cannabis, Lonja Laket!! cherche à en faire des espaces viables sans drogues. Le projet a recours à

une stratégie de prévention sélective pour encourager et renforcer les comportements responsables chez les jeunes. Ses membres et bénévoles visitent les lieux en question pour aider à évaluer les risques et mettent en œuvre des méthodes concrètes pour réduire la probabilité de consommation de drogue dans un endroit donné.

- *Plus d'informations sur ce projet*
- *Site web du projet* *http://www.ailaket.com*

Prix 2014

A l'occasion de la 16e Conférence ministérielle du Groupe Pompidou tenue les 19 et 20 novembre 2014 à Strasbourg, le sixième Prix européen de la prévention des drogues a été décerné aux trois projets remarquables suivants :

- ***Get Hooked on Comic Books (Split, Croatie)***

Get Hooked on Comic Books est un programme d'ateliers pour jeunes qui associe l'art et la sensibilisation aux problèmes d'addiction et à la responsabilité sociale. Les participants – lycéens et jeunes à risque vivant en institution – apprennent à se connaître eux-mêmes et les uns les autres dans le cadre de diverses activités ludiques, créatives et d'introspection. Ils créent ensemble une bande dessinée sur le thème de l'addiction et organisent une exposition dans laquelle ils présentent leur travail. En développant leur créativité, ils apprennent à mieux identifier et exprimer leurs sentiments, renforcent leurs capacités de gestion du stress, améliorent leurs aptitudes relationnelles, acquièrent des connaissances sur les problèmes d'addiction et deviennent une source d'influence positive sur leurs pairs.

- *Plus d'informations sur ce projet*

- ***CHECK!N – Free mind to fly (Porto, Portugal)***

CHECK!N – Free mind to fly intervient auprès des adolescents et des jeunes adultes lors de fêtes, dans les établissements scolaires et groupes de jeunesse, en utilisant des stratégies d'éducation par les pairs et d'information pour diffuser des connaissances et changer les mentalités et comportements des jeunes vis-à-vis de la consommation de drogues. Le projet gère diverses activités, et notamment un programme d'éducation par les pairs, des interventions en ligne et des sessions de formation et de sensibilisation. CHECK!N tient également des stands dans des discothèques et lors de grands événements festifs où il apporte conseils et informations sur les drogues et la sexualité, les moyens de prévention tels que les préservatifs, l'analyse du contenu des drogues, ainsi qu'un accompagnement des usagers de drogues dans les situations de crise sanitaire.

- *Plus d'informations sur ce projet*
- *Site web du projet* *https://sites.google.com/site/checkinfreemind/*

- ***Les supers-héros de la réduction des risques [Risk reduction superheroes] (Toulouse, France)***

Les supers-héros de la réduction des risques est un projet créé par une équipe de sept jeunes bénévoles pour réduire la prise de risques par le public lors du Carnaval de Toulouse, dans trois domaines : l'abus de substances psychoactives, les dommages auditifs et les comportements sexuels à risque. Le groupe s'est formé à ces questions puis a transmis ses connaissances en organisant des sessions de formation pour des volontaires en service civique et en montant un spectacle qui a été présenté aux organisateurs de la parade et aux autres participants lors d'une fête durant la période pré-carnavalesque. Le jour du carnaval, ils ont distribué des matériels de prévention et de réduction des risques comme des alcootests et des préservatifs à des dizaines de milliers de carnavaliers le long du parcours du cortège, vêtus en « super-héros de la réduction des risques ».

- *Plus d'informations sur ce projet*

6

Renforcement des capacités

Aide à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la révision des politiques nationales en matière de drogues

Dispositif d'assistance ad hoc, mandat 2011-2014, doc. P-PG/Strategy (2011) 1

Objectif fixé :
conseiller les gouvernements sur l'élaboration, la mise en œuvre et la révision des politiques en matière de drogues pour le développement de la législation nationale et des stratégies et plans d'action en matière de drogues.

Résultats obtenus :
A leur demande, les gouvernements de Géorgie, du Monténégro, de Serbie et d'Ukraine ont reçu de la part d'équipes d'experts multinationales des conseils adaptés à leurs besoins, sur la mise en œuvre de politiques cohérentes en matière de drogues. Ces conseils, formulés à partir des expériences des Etats membres et des lignes directrices et outils existants, notamment ceux de l'OEDT, de l'ONU et de l'OMS, leur serviront pour l'élaboration des politiques et des plans d'action nationaux.

Produits :

- *Conseils (accès restreint) sur :*
  - la collecte et l'analyse de données relatives à l'usage de drogues au niveau national ;
  - la formulation des politiques et des stratégies et plans d'action nationaux en matière de drogues ;
  - le suivi et l'évaluation pour une meilleure planification des actions.
- *Activités d'assistance pour la mise en œuvre des politiques.*

Mise en œuvre de stratégies cohérentes en matière de drogues en Ukraine

Dans le prolongement de l'aide à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la révision des politiques nationales en matière de drogues en Ukraine (voir ci-dessus), un ensemble d'activités d'assistance ont été menées grâce à des contributions volontaires de la France, de la Norvège et de la Pologne.

Objectif fixé :
le but de ce projet était d'améliorer les politiques en matière de drogues en Ukraine par la mise à disposition d'une expertise et de conseils pour l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de drogues fondée sur les droits de l'homme (2013-2020). Le Groupe Pompidou a également formulé des recommandations sur les modalités de mise en œuvre de la stratégie adoptée.

Résultats obtenus :
le Groupe Pompidou a pour l'essentiel contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie ukrainienne en matière de drogues qui a été adoptée par le Parlement ukrainien en septembre 2013. Cette stratégie s'étend jusqu'en 2020 et établit une approche centrée sur l'humain pour résoudre les problèmes liés aux drogues en Ukraine, en donnant un degré de priorité élevé aux connaissances validées et aux normes internationales.

Ce résultat a pu être obtenu grâce aux initiatives suivantes :

- Des représentants des ministères compétents et autres acteurs de premier plan ont participé à une table ronde organisée par le Groupe Pompidou sur la préparation de la nouvelle stratégie de l'Ukraine en matière de drogues, les 27 et 28 septembre 2011 à Kiev.
- Le Groupe Pompidou a organisé conjointement avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) une conférence internationale de haut niveau sur une approche globale et intégrée de la prévention et du traitement de la toxicomanie et du VIH/sida à Kiev du 21 au 23 mai 2012.
- Les responsables de l'élaboration des politiques en Ukraine ont été préparés à l'élaboration de la Stratégie en matière de drogues lors de rencontres régulières aux conférences ministérielles et aux réunions des Correspondants permanents du Groupe Pompidou ainsi que dans le cadre de formations pour les représentants du service ukrainien de lutte contre le trafic de drogue qui se sont tenues deux fois par an (mai et septembre) entre 2011 et 2014.
- Des représentants des ministères, acteurs de premier plan et praticiens ont participé à la Conférence internationale sur la réduction de la demande de drogues – amélioration de la qualité de vie – soutien à la mise en œuvre de la stratégie ukrainienne en matière de drogues, les 11 et 12 septembre 2014.
- Des réunions régulières et actions conjointes avec des acteurs internationaux comme l'ONUDC, l'Unicef, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (GFATM) et des organisations locales telles que HIV Alliance, Aids-Foundation East-West (AFEW) et la Fondation Vita Valens ont soutenu des activités de sensibilisation et assuré la coordination des efforts de toutes les organisations impliquées, dans le but d'améliorer les politiques en matière de drogues en Ukraine.

Grâce à ce renforcement des capacités, le soutien aux groupes vulnérables comme les jeunes et les détenus a été inscrit dans la nouvelle stratégie ukrainienne en matière de drogues et fait l'objet de formations spécialisées organisées par le Groupe Pompidou :

- Détenus : depuis novembre 2012, le Groupe Pompidou soutient la formation du personnel pénitentiaire de l'établissement correctionnel pour mineures délinquantes de Mélitopol (Ukraine). Du 13 au 15 novembre 2013, le cinquième atelier s'est tenu avec la Fondation néerlandaise Friends of Prylucky, organisation à but non lucratif, ainsi qu'avec des experts spécialisés dans les questions relatives aux jeunes. Le Groupe Pompidou organisera une grande conférence avec l'ONUDC, le GFATM et l'administration pénitentiaire ukrainienne sur le thème « Efficacité des interventions relatives au VIH dans les prisons » à Kiev les 4 et 5 décembre 2014.
- Jeunes : à l'initiative du Groupe Pompidou, deux vidéos de prévention ciblant les compétences parentales ont été produites dans le cadre de la campagne « Attention is the best prevention ». Elles ont été coproduites par le Groupe Pompidou, le Service ukrainien de lutte contre le trafic de drogue, l'Unicef et l'AFEW. Un atelier sur les compétences parentales a également été organisé par le Groupe Pompidou et l'AFEW les 9 et 10 octobre 2014.

Produits :

- *Conférence sous forme de table ronde pour recueillir des avis sur le projet de plan d'action national de l'Ukraine contre les drogues*
- *Stratégie de l'Ukraine en matière de drogues (2013)*
- *Conclusions de la conférence « Réduire la demande de drogues » (2014)*
- *Colloque pour la mise en œuvre du plan d'action national en matière de drogues de l'Ukraine*
- *Vidéo « Children see – children act »*
- *Vidéo « Attention is the best prevention »*
- *Vidéo éducative « Attention is the best prevention »*

Réseau méditerranéen de coopération sur les drogues et les addictions (MedNET)

Créé en 2006 à l'initiative de la France et des Pays-Bas, le Programme MedNET est coordonné par le Secrétariat du Groupe Pompidou sur la base d'un programme de travail adapté aux besoins des pays ; son budget est alimenté par des contributions volontaires et par le Programme conjoint UE/Conseil de l'Europe sur le renforcement de la réforme démocratique dans les pays du voisinage du sud. MedNET coopère également avec les pays du Groupe Pompidou qui n'ont pas intégré le réseau comme la Norvège et la Suisse, ainsi qu'avec des organisations internationales.

Objectif fixé :

le programme MedNET vise à promouvoir la coopération et le transfert réciproque de connaissances entre les pays situés de part et d'autre de la Méditerranée (échanges nord-sud et sud-nord) mais également entre pays méditerranéens (échanges sud-sud). Ses objectifs sont les suivants :

- améliorer la qualité de la mise en œuvre des politiques en matière de drogues dans tous les pays participants, en prêtant une attention particulière aux facteurs culturels.
- renforcer le processus de réforme politique et démocratique en Méditerranée par la promotion du droit à la santé des usagers de drogues et des réformes législatives pour accroître encore l'ancrage de ces pays aux valeurs du Conseil de l'Europe.
- faciliter, au moyen d'un réseau, la coopération entre les professionnels de terrain, les ONG, les chercheurs et les responsables politiques. Le programme vise à promouvoir l'interaction entre la politique, la pratique et la science.

Résultats obtenus :

- Le réseau a été étendu à douze pays : l'Algérie, Chypre, l'Egypte, la France, la Grèce, l'Italie, la Jordanie, le Liban, Malte, le Maroc, le Portugal et la Tunisie, et vient d'engager une coopération avec les autorités palestiniennes.
- Amélioration de la santé publique et respect des droits de l'homme par le soutien à l'introduction du traitement de substitution aux opiacés dans la région : des formations au Maroc et au Liban ont contribué à son introduction dans ces deux pays en 2011.
- Poursuite et extension de la formation en addictologie au Maroc. Lancés en 2008 dans les facultés de médecine de Rabat et Casablanca, ces cours ont été organisés régulièrement et ont formé un nombre croissant de personnes qui travaillent maintenant dans les centres de traitement dans tout le pays.
- Première série de cours universitaires sur l'addictologie en Tunisie en 2013 après une phase pilote.
- Etude MedSPAD : élaborée au début de la coopération, la méthodologie a été adaptée aux besoins des pays méditerranéens afin d'obtenir une vue d'ensemble de la prévalence de l'usage de drogues chez les enfants d'âge scolaire, sur la base de données fondées sur des connaissances validées. Elle a également permis de lever un tabou sur la question de la drogue au sein de la société civile. Cette étude a été conduite au Liban en 2009 et en Tunisie en 2013, a été reconduite au Maroc (2009, 2013) et aura également lieu en Algérie. Un projet en cours se penche sur l'utilisation d'enquêtes scolaires dans la politique de prévention.

- Prévention : plusieurs projets ont été menés, en particulier au Liban : la formation d'agents de prévention, la création d'un centre d'information sur les drogues pour les jeunes dans une zone à haut risque et la mise en œuvre d'un programme de prévention dans les écoles basé sur les aptitudes personnelles et sociales.
- Un projet de prise en charge sexospécifique des femmes toxicomanes a été lancé en Egypte par suite d'une prise de conscience des difficultés rencontrées par les femmes en matière d'accès aux soins. Ce projet a été élaboré dans le cadre d'une coopération avec Malte, où deux visites d'étude poussées ont eu lieu.
- Lutte contre la criminalité : après une série de séminaires spécifiques pour la région méditerranéenne, la réunion du groupe aéroports du Groupe Pompidou a proposé au MedNET de participer à ses réunions annuelles et d'échanger des informations sur le trafic de drogues par voie aérienne.
- Politique en matière de drogues, tables rondes et observatoires nationaux des drogues et des toxicomanies : à l'initiative des autorités italiennes, des tables rondes sur le développement et la mise en œuvre des politiques nationales en matière de drogues ont eu lieu en 2013 au Maroc, en Tunisie et en Egypte afin de promouvoir une approche pluridisciplinaire, de réviser les lois en vigueur en matière de drogues et de créer des comités interministériels ou d'améliorer le fonctionnement des comités existants. Le premier observatoire national dans la région méditerranéenne a été créé au Maroc en 2011 ; un autre a été créé en Egypte en 2012 et un troisième est en train d'être mis en place en Tunisie.
- Des profils pays sur le développement des politiques en matière de drogues ont été élaborés pour faire suite aux tables rondes.
- Coopération au-delà du MedNET et coopération sud-sud : les échanges d'expérience ont été nombreux avec Chypre, la France, l'Italie, Malte, le Portugal, et se sont étendus au-delà du MedNET avec la Norvège, la Suisse et le Royaume-Uni, qui ont accueilli des visites d'étude. Un projet de prévention spécifique libanais-portugais a démarré à Beyrouth en 2014.

Activités mises en œuvre :

2011 : Lignes directrices MedSPAD
Formation professionnelle pour des experts de Jordanie à Malte
Traitement de substitution aux opiacés au Maroc
Création d'un observatoire national au Maroc
Visite officielle en Tunisie après la Révolution

2012 : Prise en charge sexospécifique en Egypte
Collecte de données de demande de traitement en Jordanie
Formation d'agents de prévention au Liban
Séminaire de consultation nationale en Tunisie
Séminaire régional sur le trafic dans les aéroports

2013 : Poursuite des cours d'addictologie au Maroc
Tables rondes sur la politique en matière de drogues au Maroc, en Tunisie et en Egypte
Visite d'étude de la Tunisie à Chypre
Projet de centre d'information pour les jeunes dans une région à haut risque au Liban
Visite d'étude de l'Egypte à Malte sur la prise en charge sexospécifique
Réalisation de MedSPAD Maroc

2014 : Visite d'étude de l'Egypte à Malte sur les spécificités de genre en matière de soins
Visite d'étude de l'Egypte en Norvège sur l'Observatoire des drogues
Etude de faisabilité en Egypte sur les services de consultation en matière de drogues
Programmes d'aptitudes personnelles et sociales dans les écoles du Liban
Programme de prévention portugais/libanais à Beyrouth
Poursuite des cours d'addictologie au Maroc et lancement des cours en Tunisie
Visite d'étude de la Tunisie au Maroc sur les centres de soins à bas seuil
Six profils de pays : Algérie, Maroc, Tunisie, Jordanie, Egypte, Liban
Participation de pays du MedNET au groupe aéroports du Groupe Pompidou

Produits :

- *4 rapports d'activités bilingues 2011, 2012, 2013, 2014*
- *Profils pays : Algérie, Maroc, Tunisie, Jordanie, Egypte, Liban, 2014*
- *Programme diplôme universitaire Tunis 2014*
- *Programme diplôme universitaire Rabat 2014F*
- *Répondre aux besoins de traitement en Egypte*
- *MedSPAD Maroc 2014*
- *MedSPAD Tunisie 2014*
- *Prévalence chez les adolescents dans la région méditerranéenne, 2014*

Drogues et prison

Programme de renforcement des capacités financé par une contribution volontaire du « Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité » Luxembourg, mandat 2011-2014, doc. P-PG/Prison (2011) 1/ (2012) 1

Objectif fixé :

l'objectif principal du programme est d'améliorer la santé dans les établissements pénitentiaires dans le respect des droits de l'homme. Il s'agit de développer des stratégies de prise en charge thérapeutique et de réinsertion sociale des détenus toxicomanes afin de réduire le risque de rechute et de récidive. Le programme comporte un important volet de coopération entre les pays participants et vise à diffuser les bonnes pratiques partout en Europe.

Résultats obtenus :

deux projets ont été menés à bien tandis qu'un autre se poursuit :

1. Le projet Traitement et réduction des dommages en milieu carcéral en Moldova (2010-2011) visait à améliorer les relations de travail entre les médecins et les agents de sécurité dans les prisons et a apporté une formation au personnel pénitentiaire.
2. Le projet Prévention du trafic de drogue et de la toxicomanie dans les prisons (2012-2013) a étendu le programme à la Roumanie, à l'Ukraine et à l'Europe du Sud-Est. Son principal objectif était de sensibiliser à l'usage de drogues en milieu carcéral et à renforcer les compétences des thérapeutes qui assurent des services de conseil et de prévention dans les prisons.
3. Le projet complémentaire Appui aux services de traitement de la toxicomanie dans les prisons (2013-2015) a pour l'heure élaboré des stratégies de traitement et de réinsertion sociale des détenus toxicomanes en vue de réduire le risque de rechute et de récidive. Il couvre les mêmes pays que son prédécesseur.

Réalisations dans le cadre des projets

- Plus de 1000 responsables d'établissements pénitentiaires et professionnels de santé ont été formés pour apporter un appui au traitement de la toxicomanie dans les prisons ;
- Des échanges régionaux entre les pays bénéficiaires et des échanges de bonnes pratiques ont eu lieu ;
- Le message du programme concernant la prévention de l'usage problématique de drogues et la stigmatisation des toxicomanes dans les prisons a été diffusé par les médias locaux et internationaux ;
- Deux projets de formation de formateurs ont renforcé les compétences des thérapeutes dans les prisons de la République de Moldova et de Roumanie. Les formateurs en question sont devenus multiplicateurs des techniques d'accompagnement psychologique, par exemple les entretiens de motivation et la thérapie par l'art ;

- Ont été produits : des rapports sur le projet, donnant des informations actualisées sur la situation en matière de drogues, le programme des activités du projet ainsi que des publications contenant des articles préparés par d'éminents spécialistes ;
- Dans le cadre d'un projet international de recherche, des informations sur les systèmes de traitement de la toxicomanie en milieu carcéral dans 10 pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est ont été recueillies et analysées pour donner un aperçu des bonnes pratiques existantes ;
- Des supports de formation et d'information ont été élaborés dans différentes langues, et notamment une vidéo de formation sur le traitement de substitution aux opiacés dans les prisons ;
- Quatre grandes conférences internationales avec des participants de plus de 20 pays ont été organisées en Moldova, en Roumanie et à Strasbourg pour échanger des bonnes pratiques et sensibiliser aux droits de l'homme et à la santé publique dans les prisons.

Produits :

- *Rapport du projet Traitement et réduction des dommages en milieu carcéral P-PG/Treatment (2011) 3*
- *Rapport d'activités à mi-parcours : Programme drogues et prison P-PG/Prisons (2012) 2*
- *Rapport final du projet : Programme drogues et prison P-PG/Prisons (2013) 3rev4*
- *Publication: Vue d'ensemble du traitement de la toxicomanie dans les prisons (2014)*
- *Publication: Santé mentale et toxicomanie dans les prisons (2013)*
- *Vidéo de formation « Traitement de substitution aux opiacés en prison » (2011)*
- *Rapport d'activités à mi-parcours : Appui aux services de traitement de la toxicomanie dans les prisons*

Coopération avec le Programme des mesures de confiance (CBM) du Conseil de l'Europe

Objectif fixé :

Le programme post-conflit du Conseil de l'Europe met en œuvre des mesures de confiance dans les régions qui se relèvent d'un conflit, en réunissant des professionnels au-delà des clivages pour promouvoir le dialogue et le respect des droits de l'homme et des normes européennes. Ce projet de coopération combine les connaissances techniques du Groupe Pompidou et les compétences de consolidation de la paix, notamment dans les Balkans et dans les pays de l'ex-Union soviétique.

Résultats obtenus :

1. Le Groupe Pompidou et le programme CBM ont renforcé les capacités de prévention de la toxicomanie de responsables d'ONG et d'éducateurs en République de Moldova, des deux côtés du fleuve Nistru. Dans le cadre de ce projet, 200 garçons et filles issus de familles défavorisées ont participé à un tournoi sportif à Chisinau, Tiraspol et Strasbourg afin d'améliorer leurs aptitudes personnelles et sociales et de sensibiliser le public aux dangers liés à l'usage de substances psychoactives.
2. Au Kosovo*, le Groupe Pompidou et le programme CBM ont constitué un groupe de projet pour intégrer la prévention de la toxicomanie dans les programmes des écoles de différentes régions. Le projet sera lancé en 2015.

Produits : publications

- *Vidéo sur un tournoi de rugby foulard « Sport instead of drugs »*

Activités du Secrétariat

Résumé

La première mission du Secrétariat, telle qu'elle transparaît dans la Résolution instituant le Groupe Pompidou, est d'apporter une assistance à ses organes statutaires, c'est-à-dire la conférence ministérielle et durant la période inter-sessions, les réunions des Correspondants permanents, du Bureau et de la présidence. Ces échanges ont donné lieu à un grand nombre de documents d'orientation et d'activités, répertoriés dans le présent inventaire.

Du point de vue du Secrétariat, les quatre années qui se sont écoulées ont été très fécondes en dépit d'une diminution des ressources en personnel et d'un budget ordinaire en forte baisse. Le Secrétaire exécutif a dû redéployer la moitié des effectifs vers d'autres services du Conseil de l'Europe, ce qui a abouti à trois années consécutives (2011-2013) de réduction du personnel à raison de deux agents par an. 2014 (et 2015) sont les deux premières années marquées par une consolidation des ressources humaines. Dans ce contexte, il a également fallu trouver d'autres sources de financement, sous la forme de contributions volontaires. Ces contributions ont atteint un sommet historique en 2013. Le jeu conjugué des ressources et de la charge de travail a nécessité de partir en quête de solutions créatives pour continuer à assurer des productions de qualité. Nous pouvons dire avec fierté que nous avons rempli cette mission, grâce à la motivation de nos collaborateurs et à une diversification des ressources financières et humaines.

Le Groupe Pompidou fait partie intégrante du Conseil de l'Europe, organe intergouvernemental paneuropéen doté d'un rôle et d'une place spécifiques dans l'architecture européenne. L'accent sur les valeurs fondamentales que sont les droits de l'homme et l'état de droit est un principe directeur essentiel de l'action du Groupe Pompidou. Le Secrétariat est là pour rappeler et se porter garant de cette mission fondée sur des valeurs. Les documents d'orientation en tiennent compte.

Le Groupe avait besoin d'une redynamisation. Face à la baisse du nombre de pays adhérents, il se devait d'apporter une réponse énergique et de renforcer sa visibilité par des actions qui le placent sur le devant de la scène et se concentrent sur ce qui fait sa spécificité. C'est une structure paneuropéenne mais également ouverte à des membres non européens. Le déplacement vers l'est, le sud-est et les pays du sud de la Méditerranée s'imposait de longue date. Le Groupe a pu se servir de l'exemple du réseau méditerranéen (MedNET) pour établir une coopération dans d'autres zones géographiques.

La recherche, le travail en milieu carcéral, le travail avec des professionnels de terrain, les questions de genre, la formation et le renforcement des capacités sont autant de domaines dans lesquels le Groupe a une longue expérience. Des programmes spécifiques engagés dans le cadre des présidences polonaise et française ont permis d'insuffler un nouveau dynamisme en la matière. De nouveaux domaines ont été explorés et les nouvelles méthodes de travail ont apporté la souplesse nécessaire pour suivre attentivement les évolutions. Le Groupe Pompidou se veut un espace pour explorer, questionner et débattre. Cette tradition doit être poursuivie et approfondie. Cela dit, la simple expression d'un attachement à ces « principes » ne suffit pas : encore faut-il continuer à les mettre en pratique, en particulier dans la perspective de l'UNGASS 2016. Une nouvelle occasion s'offre ici au Groupe de démontrer sa valeur ajoutée.

Dans l'état actuel des choses, et malgré la diminution des ressources, toutes les conditions sont réunies : une présidence prête à prendre des risques calculé, qui envisage l'avenir avec clairvoyance, et un Secrétariat mobilisé qui saisit toutes les opportunités qui se présentent. Il convient à cet égard de rendre hommage à l'ensemble des agents – actuels et anciens – pour leur travail compétent et dévoué au service du Groupe. Le dialogue constructif entre tous les acteurs concernés a établi un environnement de travail propice à la confiance et à l'esprit d'initiative, qui a permis au Groupe Pompidou d'évoluer et de continuer à apporter une valeur ajoutée aux gouvernements. Cet environnement a été le fondement de la réussite du précédent programme de travail et constituera une base solide pour la période 2015-2018.

La visibilité du Groupe auprès des Etats membres et observateurs du Conseil de l'Europe et de leurs représentations à Strasbourg a également dû être assurée. S'employant sans relâche à mieux faire connaître le Groupe, le Secrétariat a régulièrement rendu visite aux Ambassadeurs des représentations permanentes, notamment lors des phases de transition et/ou à l'occasion d'événements spécifiques. Ces efforts se sont révélés efficaces pour obtenir un accueil favorable et promouvoir le travail du Groupe ; dans de nombreux cas, ils ont été le point de départ de visites d'étude dans les pays. Ils ont sans doute également contribué à l'adhésion de nouveaux Etats membres au Groupe.

Enfin, la coopération avec d'autres organisations internationales a également été renforcée. Pour la première fois, la Commission européenne, qui a le statut de « participant » au Groupe, a financé plusieurs de nos programmes dans la région méditerranéenne, en Europe du Sud-Est ainsi que notre programme Prisons. La complémentarité et la coopération avec l'OEDT sont désormais inscrites dans un Mémorandum d'accord dont l'annexe est révisée chaque année. En ce qui concerne les autres organisations internationales, de nombreuses initiatives conjointes ont été prises dans les pays, par exemple en Ukraine, ainsi qu'au niveau régional ou encore sur des thèmes particuliers. En particulier, la coopération avec l'ONUDC, l'OMS Europe (projet Santé en prison) et l'UNICRI ont produit des résultats concrets.

Pour le détail des activités du Secrétariat, on se référera aux rapports présentés à intervalles réguliers par le Secrétaire exécutif.

Evaluations et contrôle de la qualité

Les Correspondants permanents et le Secrétariat ont pris d'importantes mesures pour vérifier la capacité durable du Groupe Pompidou à répondre aux besoins des responsables politiques et à apporter une valeur ajoutée aux Etats membres.

A la suite de l'évaluation menée en 2008 et sur instruction des Correspondants permanents, le Secrétariat a réalisé un bilan et une évaluation complets des travaux du Groupe Pompidou en 2012 (doc. P-PG (2012) 12). Il en est ressorti que la question du développement global du Groupe Pompidou doit être vue dans le contexte plus vaste des évolutions géopolitiques en Europe et plus particulièrement, en tant que composante du débat sur le rôle actuel et futur du Conseil de l'Europe par rapport à d'autres institutions européennes et internationales.

Incontestablement, le Groupe Pompidou continue d'apporter une valeur ajoutée par : sa vocation de lieu de débat ouvert ; le lien qu'il établit entre la politique, la recherche et la pratique ; son rôle de précurseur avec des idées novatrices et des approches pluridisciplinaires et transversales, et sa fonction de liaison avec le voisinage européen par des activités multilatérales.

Ce sont des domaines dans lesquels le Groupe Pompidou se distingue des autres organisations internationales. Néanmoins, les observations suivantes sont à prendre en compte :

- Bien que la qualité du travail du Groupe soit appréciée, il faut veiller avec autant d'attention à ce que ses activités produisent des résultats utiles qui répondent aux besoins des responsables des politiques.
- L'un des principaux moyens d'accroître la pertinence et la visibilité politique du Groupe est d'entreprendre au bon moment et de façon bien apparente des actions sur des thèmes au cœur de l'actualité politique et médiatique.
- Le Groupe faisant partie du Conseil de l'Europe, la dimension « droits de l'homme » des politiques en matière de drogues doit être plus apparente dans les travaux du Groupe.

- Compte tenu de la crise financière et des difficultés qu'elle pose aux Etats membres, la politique en vigueur en matière de remboursement des dépenses devra être appréciée au cas par cas.
- Il reste important que le Groupe conserve une dimension ministérielle afin de lui assurer la légitimité politique la plus forte possible.

L'évaluation a également montré que les nouvelles méthodes de travail adoptées à la 15e Conférence ministérielle du Groupe Pompidou en 2010, qui prévoient davantage de souplesse et une orientation vers les besoins et intérêts des Etats membres, permettaient d'apporter rapidement les réponses dont les Etats membres ont besoin.

Visibilité et communication

La stratégie de communication du Groupe Pompidou, adoptée par les Correspondants permanents en 2006 (doc. P-PG (2006) 18 rev) pour accroître la visibilité du Groupe, assurer une diffusion plus large de l'information et améliorer la communication au sein du Groupe, a été entièrement révisée en 2012. Les Correspondants permanents ont convenu que les objectifs et buts de la stratégie de communication restaient valables et qu'il y avait encore des possibilités d'amélioration de la communication et de la visibilité du Groupe eu égard aux défis encore à relever. Un ensemble de mesures et dispositions visant à améliorer la communication et la visibilité ont donc été adoptées (doc. P-PG (2012) 18), et notamment la création et la gestion d'une page Facebook et d'un compte Twitter. La révision a également donné lieu à l'élaboration et à l'adoption des nouvelles Lignes directrices du Groupe Pompidou pour la gestion des médias (doc. P-PG (2014) 7) préparées par le Secrétariat pour tenir compte de l'importance croissante des médias sociaux comme moyen de diffusion de l'information et de renforcement de la visibilité. Ces lignes directrices viennent compléter et concrétiser la stratégie de communication révisée.

Contact:

Secrétariat du Groupe Pompidou
Conseil de l'Europe
F-67075 Strasbourg Cedex
FRANCE

Courrier électronique : **pompidou.group@coe.int**
Tel : **+ 33 3 88 41 20 00**
Fax : **+33 3 88 41 27 85**

http://www.coe.int/pompidou

Facebook:
https://www.facebook.com/pompidougroup

Twitter:
@PompidouGroup

Pompidou Group
Groupe Pompidou

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE